

# Un rempart contre le bolchevisme

**M. J.-C. Martineau qui a donné hier soir, à Saint-Sulpice, la deuxième conférence de l'Association des étudiants de l'École des Hautes Etudes Commerciales a préconisé le remède sauveur du catholicisme social, en comparant les solutions de l'école catholique, socialiste et libérale.**

La deuxième conférence de l'Association des étudiants de l'École des Hautes Etudes Commerciales a eu lieu, hier soir, devant une salle débordante. L'auditoire composé de jeunes, témoigne de l'intérêt qu'ils accordent à la question sociale. La soirée comportait un joli programme musical. Mgr Gauthier présidait à la place de M. Antonio Perreault, retenu à sa chambre.

M. Valmore Gratton, membre de l'Association a présenté le conférencier, en ces termes :

"Les événements des dernières années ont troublé l'équilibre des sociétés. Des trônes ont été renversés, des luttes se sont avivées dans tous les coins du monde habité. La tempête sociale préparée par une longue guerre a eu sa répercussion chez nous comme ailleurs, compliquant d'anciens problèmes et créant des besoins nouveaux. C'est l'augmentation des taxes, l'insuffisance des salaires, la rareté du travail, et surtout la rapide propagation du socialisme et sa dégénérescence en bolchevisme. Ces problèmes ne sont pas nouveaux puisqu'ils dépendent de l'inégalité nécessaire des conditions humaines, mais ils ont été aggravés depuis la guerre, et si nous les laissons sans solution, ils provoqueront des crises ruineuses dans notre organisme social. Un devoir s'impose donc à chacun d'empêcher dans la mesure que lui permettent ses facultés le développement d'un état de choses qui nuirait à l'ordre public. Nous avons envers la société les mêmes obligations qu'envers notre famille; il faut que chaque citoyen agisse en vue du bien commun... Vous comprendrez pourquoi nous avons introduit dans la série de nos conférences ces importantes questions mettant en pratique le conseil exprimé par M. Antonio Perreault qui avait bien voulu accepter la présence d'honneur, ce soir : "—C'est vers le rôle de l'homme d'idée et de l'homme d'action sur le terrain des réformes sociales, que doivent s'orienter les jeunes dont la vie professionnelle n'absorbe pas toute l'activité. Il est temps qu'en cette province ceux qui se veulent donner à l'action extérieure, songent de 20 à 40 ans, à autre chose qu'à la politique, se préoccupent davantage des problèmes qui relèvent de l'économie sociale, des œuvres qui s'y rattachent. Ils reconnaîtront ainsi que les clubs politiques ne sont pas l'unique base de la grandeur d'un peuple".

Il faut que nous, les jeunes, nous connaissions les malaises qui tourmentent notre société pour tâcher de les diminuer parce que nous subirons plus tard fatalement les conséquences des actes posés par ceux qui font nos lois; ils tiennent dans leurs mains nos destinées futures... si la jeunesse actuelle s'intéresse à l'avenir du Canada français, il est opportun qu'elle acquière dès à présent le sens social.

Un jeune avocat qui sa compétence en matière sociale avait désigné à notre attention a accepté de traiter le sujet. M. Martineau est connu par ses articles de revue et ses conférences dans différents cercles traitant de questions sociales. Je lui laisse la parole.

M. J.-C. Martineau débute en observant que la soudaineté du passage de la guerre à la paix a fait souder de graves questions. Tous les gouvernements parlent de reconstruction. Selon leur façon de considérer les choses, ils donnent à ce mot très actuel un sens varié. D'aucuns veulent refaire leur fortune ou la grossir davantage. Voilà une fausse reconstruction qui ne tend pas à l'amélioration de l'individu. M. Mackenzie King a défini la reconstruction "le problème d'établir de justes relations entre les hommes de la société et d'éviter pour toujours la vénération des faux dieux, la richesse matérielle et la puissance matérielle qui seules sont responsables de l'enfer dans lequel le monde a été plongé par l'ambition prussienne et par la barbarie prussienne." La reconstruction véritable se confond donc avec la question sociale.

M. J.-C. Martineau a cité les diverses définitions de la question sociale. Niée ou mise en doute, elle est la réalité angoissante de l'heure. On en parle. Sait-on sa nature? Elle est très complexe. L'origine du mal, sa localisation, sa gravité, les remèdes susceptibles de la guérir, de le fortifier, voilà ce qu'il faut savoir pour aider le patient social à recouvrer la santé. Selon Bebel, "la question sociale, c'est l'antagonisme irréconciliable entre les exploités et les exploités". On voit que l'école socialiste est catégorique. Jules Guesde écrit "La question sociale, c'est le prolétariat brisant ses chaînes et marchant à la conquête de ses droits." Cette définition est un aphorisme révolutionnaire. Plus pondérée et plus calme, l'école libérale dit "la question sociale est la recherche des moyens qui permettront à la classe ouvrière d'atteindre son plus grand développement et une participation proportionnelle aux biens matériels de la civilisation." Encore faudra-t-il établir la proportion. Des sociologues de l'école catholique, Claudio Janet par exemple, font de la question sociale une question religieuse. Brunetière a partagé cette opinion. De toutes ces citations, il faut déduire l'existence du mal. Vieux comme le monde, il tient à l'inégalité des conditions humaines. Certains aspects seuls de la question sont nouveaux.

Quelle est la cause du mal? se demande le conférencier. On l'attribue à l'industrialisme. Le développement de l'industrie, les progrès de la science a évincé la main-d'œuvre. La concurrence a suscité des moyens de représailles, lock-out et grèves dont l'ouvrier est le premier à souffrir en somme. L'Angleterre industrialisée est affligée par le paupérisme. Le Canada est-il à l'abri des maux découlant de l'industrie? Il serait chimérique de le croire. Des

symptômes nous présagent un changement dans la classe ouvrière. Elle veut s'émanciper du prétre, dont la sphère naturelle est le presbytère, songe-t-elle. Le capitaliste la presse, elle rêve de l'écraser. L'ouvrier s'éloigne du patron dont il devrait se rapprocher pour s'entendre. La presse et les meneurs aidant, les unions internationales avec leur neutralité de non font leur oeuvre pernicieuse. La fermeture des usines de munitions a accentué le malaise ouvrier.

La catholicisme et l'esprit familial constituent un rempart contre la révolution que depuis la guerre l'on appelle bolchevisme. Les quatre dernières années avec leurs deuils et leurs alarmes ont abaissé le niveau de la soumission chrétienne. Des parvenus ont étalé leur luxe aux yeux cernés de l'indigent. L'ouvrier donnait ses sueurs et ses forces; le patron comptait ses chèques. La question sociale est donc posée à notre attention. Il nous incombe de la résoudre.

A cette tâche urgente, dit M. J. C. Martineau, trois écoles apportent leurs moyens : l'école libérale, l'école socialiste, l'école catholique. Les libéraux préconisent comme unique remède au malaise, la liberté. Laissez faire, laissez passer est leur devise. Cette doctrine conduit à l'individualisme, à l'égoïsme social. Par réaction, elle a fait naître le socialisme. Les socialistes veulent un nivellement contraint. Ils souhaitent l'uniformité des conditions. Ce sont des utopistes.

Le conférencier s'arrêta plus longuement à l'école catholique. Il esquisse l'histoire de la charité catholique, mère penchée sur les déshérités de la vie. Le phare de Rome ne s'est pas éteint. L'encyclique sur la condition des ouvriers indique les trois puissances qui peuvent secourir la société: l'Eglise, l'Etat, l'Association.

L'Eglise peut résoudre la question sociale; celle-ci est une question morale. Elle a besoin du concours de l'Etat. Il doit faire des lois favorables à la prospérité publique et civile. Léon XIII a clairement défini les devoirs de l'Etat. Ses droits d'intervention sont limités. L'Association ouvrière est reconnue nécessaire. Que l'ouvrier se forme en union, qui veilleront à ses intérêts moraux et matériels.

La doctrine catholique requiert des hommes d'action. Le prêtre est tout désigné. Mais le laïc doit coopérer avec lui. Il doit se souvenir que le devoir social et le devoir professionnel vont de concert. La profession est le "poste de service". "Que le jeune homme ait d'abord le vouloir de servir les autres en devenant dans son métier, ou sa profession, une compétence, le premier par sa science et sa noblesse de vie". La jeunesse doit s'appliquer cette parole de M. Antonio Perreault. Le travail doit conduire à plus d'altruisme vécu.

M. J.-C. Martineau préconise la formation d'unions professionnelles, ouvrières, patronales pour les luttes de demain. L'union caractérise notre siècle. Désunis, les travailleurs son voués à l'esclavage. L'association professionnelle et nationale nous guérira du mal de l'internationalisme syndical. Allons à l'ouvrier, proclame le conférencier.

Les chefs font défaut; formons-les. Une élite est le devoir de l'heure. Ces dirigeants, ces meneurs d'hommes se blinderont de dévouement et de science. Ouvrir son coeur aux enthousiasmes des belles causes ne suffit pas. Le chef doit connaître les besoins des ouvriers. Le conférencier affirme que l'action doit être abordée dès la jeunesse. Elle ne saurait lui nuire. Il faut la proportionner à l'Etat. Aux yeux des pauvres la société de St Vincent de Paul ouvre ses rangs d'élite. Oeuvre de formation morale et intellectuelle, l'Association de la jeunesse fut appel à toute la jeunesse.

Le jeune avocat termina sa substantielle conférence en faisant appel à la jeunesse canadienne-française, qui veut, fidèle au passé, continuer le présent en un brillant avenir. Cet avenir sera brillant parce qu'elle veut par ses efforts contribuer au maintien de la paix sociale. Des luttes s'annoncent. Elle veillera au rempart de la justice et du droit.

## L'AVANCE DE L'HEURE EST CHOSE ACCOMPLIE

L'avance de l'heure s'est faite partout hier, sauf aux bureaux de la douane. Les cours ont ouvert à l'heure nouvelle et tout a marché régulièrement. On a ouvert les écoles à l'ancienne heure, tel qu'il avait été décidé, et, au cours de la matinée, on a avancé les horloges d'une heure. C'était pour éviter la confusion, vu que les enfants n'avaient pas tous été avertis de ce qui allait se produire.

Aux bureaux de la douane, il n'a pas été possible d'avancer les horloges, vu que le gouvernement n'a pas adopté la mesure d'économie de la lumière. Le bureau de poste a dû faire le changement à cause des heures des compagnies de chemins de fer.

Pour les tramways, le changement s'est effectué dès le départ de la première voiture de jour des remises. De 2 à 3 heures du matin, c'est l'ancienne heure que les horloges marquaient.

Le maire de Drummondville a ordonné l'avance de l'heure par toute la ville hier. La mesure sera maintenue jusqu'au 23 octobre. A midi hier, soit à onze heures au soleil, les cloches des églises et les sifflets des usines ont annoncé le changement à la population. M. le curé Tétreau avait, de son côté, annoncé la chose du haut de la chaire.